



MOTION

Le Bureau National du SNICA-**FO**, réuni en session extraordinaire le 30 septembre 2024, a débattu du dossier des audits quinquennaux et de la « mission nationale d'appui » pour l'harmonisation des « taux de réussite ».

Le SNICA-**FO** tient à apporter son **soutien plein et entier à Olivier**, IPCSR de Gironde, exposé à un reclassement ou au licenciement suite à deux audits jugés insatisfaisants. Nous resterons à ses côtés pour l'aider à faire face à cette ignominie !

Ainsi, alors que des fraudes massives sévissent au sein des organismes agréés, et également dans des EECSR véreux, qui échappent au contrôle de leurs pratiques professionnelles, un (premier) IPCSR est cloué au pilori par son employeur après 32 ans de bons et loyaux services.

Les faits qui lui sont reprochés sont en effet mineurs au vu de ce qui se passe dans notre secteur, et surtout au regard de son intégrité, sa rigueur, sa bienveillance et la cohérence de ses évaluations.

NOUS SOMMES TOUS CONCERNÉS !

Le dispositif d'assurance de la qualité, qui provoque des dégâts psychologiques importants chez de nombreux IPCSR, doit impérativement être revu de fond en comble, et être mis en conformité avec la directive 2006/126/CE.

En première intention, le SNICA-**FO** a sollicité une audience auprès de la Déléguée interministérielle à la sécurité routière, Madame Florence Guillaume, afin d'évoquer :

- les audits quinquennaux ;
- la « mission nationale d'appui » ([PRÉCISIONS ICI](#)) ;
- l'envoi du CEPC à J+2 ;
- le GT inventaire et chronométrage des tâches additionnelles dévolues aux IPCSR ;

Si notre direction métier n'entend pas nos revendications lors de ce rendez-vous, le SNICA-**FO** mettra tout en œuvre pour aboutir, y compris par la grève, conformément au mandat que vous nous avez confié lors des RIS du mois de septembre.

